

# **SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19**

*Données pour le département : "Loire"*



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



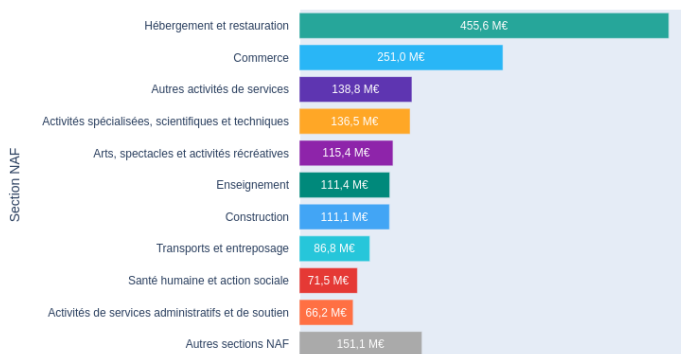
Montant total : 13 528 158 792 euros

Nombre d'aides : 6 669 053

Nombre d'entreprises : 1 927 617

## Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



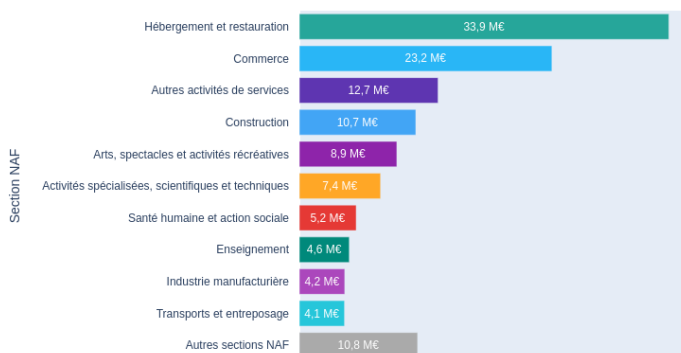
Montant total : 1 695 407 968 euros

Nombre d'aides : 831 573

Nombre d'entreprises : 249 136

## Niveau Départemental : Loire

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 125 725 330 euros

Nombre d'aides : 63 370

Nombre d'entreprises : 19 490



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.  
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.  
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)

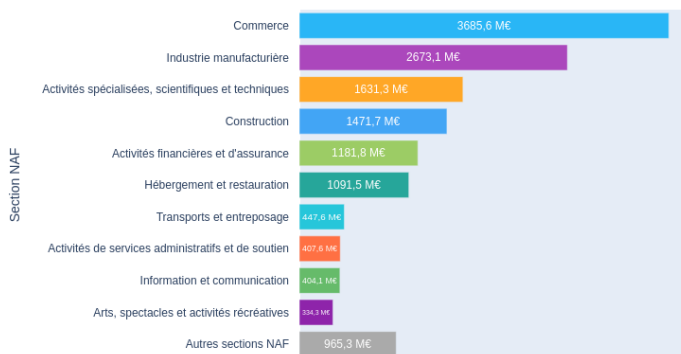


Montant total : 130 763 353 709 euros

Nombre de prêts : 642 694

## Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 14 294 045 430 euros

Nombre de prêts : 83 798

## Niveau Départemental : Loire

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 1 103 282 076 euros

Nombre de prêts : 7 489



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 326 532 114 euros

Nombre de reports : 110 219

## Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 365 557 874 euros

Nombre de reports : 11 116

## Niveau Départemental : Loire

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 39 984 189 euros

Nombre de reports : 948



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

## Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 143 685 470 euros

Nombre d'aides : 170 777

## Niveau Départemental : Loire

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 12 795 405 euros

Nombre d'aides : 14 929



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

## Niveau National



Nombre de demandes : 189 455

Nombre de salariés : 936 960

Heures demandées : 49 649 310

## Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes



Nombre de demandes : 22 280

Nombre de salariés : 99 230

Heures demandées : 4 411 400